

**JUGEMENT**  
**N° 094/19/CACC/TCC**  
**du 14 août 2019**

-----  
**RÔLE GENERAL**  
**BJ/TCC/2019/0533**

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU**

**CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE CONCILIATION ET DU**  
**CONTENTIEUX**

**PRESIDENT : William KODJOH-KPAKPASSOU**

**JUGES CONSULAIRES : François AKOUTA et Eric ASSOGBA**

**MINISTERE PUBLIC : Mario METONOU**

**GREFFIER : Hervé ADOUKONOU**

**DEBATS : Les 03 et 31 juillet 2019**

Ferdinand YAGBAHOUN Jugement contradictoire, en matière commerciale, et en dernier  
(Me Bonaventure ressort, prononcé le 14 août 2019.

**ESSOU)**

**LES PARTIES EN CAUSE**

C/

**DEMANDEUR :**

Société ALLIANCE-INTER  
BENIN SA

**Ferdinand YAGBAHOUN**, commerçant, de nationalité  
béninoise, exerçant sous l'enseigne des Etablissements  
QUINCACO dont le siège est sis à Tankpè, dans la Commune  
d'Abomey-Calavi, assisté de Maître Bonaventure ESSOU, Avocat à  
la Cour ;

(Me Maximin CAKPO-  
**ASSOGBA)**

**OBJET : Paiement**

**D'UNE PART**

**DEFENDERESSE:**

**Société ALLIANCES-INTER BENIN SA**, dont le siège social est  
sis au lot 66, lieudit Guinkomey, Commune de Cotonou (ledit siège  
est sis actuellement à Abomey-Calavi, quartier AGAMANDIN) prise  
en la personne de son Directeur Général, monsieur Epiphane  
MEIZOUN, demeurant et domicilié ès-qualité audit siège, assisté  
de Maître CAKPO-ASSOGBA, Avocat à la Cour ;

**D'AUTRE PART**

## **LE TRIBUNAL**

Dans le cadre de ses activités, YAGBAHOUN Ferdinand promoteur des « Etablissements QUINCAO » a livré des matériaux de construction à la société ALLIANCE-INTER BENIN S.A pour une valeur de deux millions (2.000.000) de francs CFA dont cette dernière a payé trois cent dix mille (310.000) FCFA ;

Pour obtenir recouvrement du solde, soit un million six cent quatre-vingt-dix mille (1.690.000) FCFA, Ferdinand YAGBAHOUN a attiré la société ALLIANCE-INTER BENIN devant le tribunal de commerce de Cotonou, par exploit en date du 21 juin 2019 ;

Devant le tribunal, à l'étape de la tentative de conciliation, les parties sont parvenues à un règlement à l'amiable du litige qui les oppose, la société ALLIANCE-INTER BENIN a reconnu sa dette et offert de payer à Ferdinand YAGBAHOUN qui l'accepte, trois cent mille (300.000) FCFA par mois à compter de fin août 2019, jusqu'à due concurrence ;

Les parties sollicitent l'homologation de cet accord ;

### **SUR L'HOMOLOGATION DE L'ACCORD DE CONCILIATION**

Attendu qu'il est loisible aux parties à un litige de transiger sur les droits dont elles ont la libre disposition ;

Que l'article 469 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes dispose qu' « *en dehors des cas où cet effet résulte du jugement, l'instance s'éteint accessoirement à l'action par l'effet de la*

*transaction, de l'acquiescement, du désistement d'action ou, dans les actions non transmissibles par le décès d'une partie. L'extinction de l'instance est constatée par une décision de dessaisissement. Il appartient au juge de donner force exécutoire à l'acte constatant l'accord des parties, que celui-ci intervienne devant lui ou ait été conclu hors sa présence » ;*

Attendu qu'en l'espèce, l'accord intervenu entre YAGBAHOUN Ferdinand et la société ALLIANCE-INTER BENIN, dans les termes susmentionnés, ne contient aucune disposition contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ;

Qu'il y a lieu en conséquence, de l'homologuer en dernier ressort, en lui conférant la force exécutoire d'un jugement conformément à l'article 469 susvisé ;

### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en dernier ressort ;

Donne acte à YAGBAHOUN Ferdinand, promoteur des « Etablissements QUINCAO », et à la société ALLIANCE-INTER BENIN S.A de l'accord de règlement amiable intervenu entre eux, dans les termes ci-après :

- la société ALLIANCE-INTER BENIN S.A reconnaît devoir à Ferdinand YAGBAHOUN la somme d'un million six cent quatre-vingt-dix mille (1.690.000) FCFA ;
- la société ALLIANCE-INTER BENIN S.A payera à Ferdinand YAGBAHOUN qui l'accepte, la somme de trois cent mille (300.000) FCFA par mois, à compter de fin août 2019, jusqu'à due concurrence ;

Homologue cet accord ;

Dit que cet accord a dorénavant la force exécutoire  
d'un jugement ;

Met les dépens à la charge de la société ALLIANCE-  
INTER BENIN S.A ;

**Ont signé**

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**